

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21, boulevard Voltaire  
CS 27912  
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 03/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GNVert**

LE COPERNIC II IMMEUBLE NEPTUNE  
1 RUE GALILEE  
93160 Noisy-Le-Grand

Références : 2026-120  
Code AIOT : 0005402204

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement GNVert implanté 40, rue de Longvic 21300 Chenôve. L'inspection a été annoncée le 23/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection fait suite aux constats de l'arrêt d'une activité sur un site soumis au régime de l'autorisation pour la rubrique 1413 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sans notification de cet arrêt au préfet.

Cette inspection avait pour objectif de contrôler le respect des prescriptions des articles R. 512-66-1 à R. 512-66-3 du Code de l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GNVert
- 40, rue de Longvic 21300 Chenôve
- Code AIOT : 0005402204
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une installation de remplissage de réservoirs de gaz naturel ou biogaz, sous pression, bénéficiant par antériorité du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 1413.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Libération foncier SSP
- Explosifs
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dossier de cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/08/2022, article R. 512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
2	Attestation de mise en sécurité	Code de l'environnement du 19/08/2022, article R. 512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
3	Usage futur	Code de l'environnement du 01/01/2023, article R.512-39-2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
4	Attestation mémoire	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-39-3	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Accès – État général du site	Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-75-1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Déchets et Produits dangereux – Stockage et quantités	Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-75-1	Demande d'action corrective	1 mois
7	Risque d'incendie et d'explosion	Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-75-1	Demande d'action corrective	1 mois
8	Surveillance des effets de l'installation sur	Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-75-1	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	l'environnement			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il apparaît que l'exploitant a arrêté l'activité de distribution de remplissage de réservoirs de gaz naturel ou biogaz, sous pression, depuis plus de 3 ans.

Il a effectué le démantèlement de ses installations sans avoir réalisé les actions prescrites par les articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3.

L'inspection des installations classées propose, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les opérations administratives liées à sa cessation d'activité.

L'inspection des installations classées propose, conformément à l'article L. 512-19 du Code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise à l'arrêt définitif de ses installations et de procéder aux opérations prescrites par les articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du même Code.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dossier de cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2022, article R. 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation d'activité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les éléments disponibles auprès de l'inspection montrent que les installations ont été démantelées entre le 18 juin 2021 et le 14 mai 2022.</p>

Cette installation n'est donc plus exploitée depuis plus de trois ans.

La visite a permis de constater que l'ensemble des installations aériennes de remplissage de réservoirs de gaz naturel ou biogaz sous pression a été démantelé.

Par courriel du 25 février 2026, l'exploitant a transmis le procès-verbal de démantèlement de la station de distribution du 19 novembre 2021.

#### **NON-CONFORMITÉ**

L'exploitant n'a pas réalisé la notification au préfet de l'arrêt définitif des installations conformément à l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 2 : Attestation de mise en sécurité**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/08/2022, article R. 512-39-1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Cessation d'activité

##### **Prescription contrôlée :**

III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet pour délivrer cette certification ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

##### **Constats :**

L'exploitant a confirmé par téléphone que les opérations de démantèlement intégrant la mise en sécurité du site avaient été réalisées.

Par courriel du 25 février 2026, l'exploitant a transmis :

- L'avis de retrait d'ouvrage n°VK3-2150025-CH01-ART001 du 20 septembre 2021 de GRDF, attestant que l'ouvrage est mis hors gaz combustible et hors pression, et est séparé

- physiquement des autres ouvrages en exploitation ;
- Le procès-verbal de démantèlement de la station située au 40 rue Longvic - 21300 Chenôve du 19 novembre 2021 ;
- La copie des bordereaux d'évacuation des déchets.

#### **NON-CONFORMITÉ**

L'exploitant n'a pas transmis l'attestation prescrite par l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 3 : Usage futur**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2023, article R.512-39-2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Usage futur

#### **Prescription contrôlée :**

I.- Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. [...]

#### **Constats :**

L'exploitant n'a transmis aucun élément permettant de justifier qu'il a bien transmis au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains.

#### **NON-CONFORMITÉ**

L'exploitant n'a pas réalisé les opérations prescrites par l'article R. 512-39-2 du Code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

**N° 4 : Attestation mémoire**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-39-3

**Thème(s) :** Risques chroniques, ATTES MEMOIRE

**Prescription contrôlée :**

I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.

[...]

**Constats :**

Les éléments transmis par l'exploitant par le courriel du 25 février 2026 indiquent que l'arrêt des activités soumises à la réglementation ICPE est antérieur au 20 septembre 2021.

**NON-CONFORMITÉ**

L'exploitant n'a pas réalisé les opérations prescrites par l'article R. 512-39-3 du Code de l'environnement dans les délais impartis.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 5 : Accès – État général du site**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-75-1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

[...]

V.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

[...]

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

[...]

**Constats :**

L'inspection a constaté que l'ensemble du périmètre des parcelles (notamment AE-0527 et AE-0675, commune de Chenôve) où est présente l'installation est clôturé.

Lors de son arrivée, l'inspection a constaté que le portail d'accès aux parcelles était ouvert et qu'il n'y avait pas de contrôle des entrées.

L'inspection a constaté que la parcelle (AE-0527) accueille d'autres entreprises dont les activités ne sont pas, à la connaissance de l'inspection, soumises à la réglementation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement.

La parcelle AE-0675 n'accueillait aucune activité lors de la visite et correspondait à d'anciennes zones de stationnement de véhicules. Les marquages au sol étaient toujours apparents.

L'installation de la société GNVert est située à cheval sur les parcelles AE-0527 et AE-0675, sur un périmètre très limité au vu des surfaces des deux parcelles susmentionnées.

#### **NON-CONFORMITÉ**

L'emprise de l'ancienne installation de la société GNVert n'est pas clôturée et était accessible sans limitation le jour de la visite.

La porte d'accès au local, mentionné comme le « local de transformation » par l'exploitant, n'est pas verrouillée. Il y a des traces qui indiquent que le local a été visité et/ou occupé par des tiers sans droit ni titre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 6 : Déchets et Produits dangereux – Stockage et quantités**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-75-1

**Thème(s) :** Risques chroniques, mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

[...]

IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

[...]

**Constats :**

L'inspection a constaté l'absence de produits ou de déchets sur la zone du site et à l'intérieur du local que l'exploitant nomme « local de transformation ».

**OBSERVATION**



Cependant, du fait de l'absence d'un représentant de l'exploitant, l'inspection n'a pas pu contrôler l'intérieur de deux locaux, dont un portant une plaque indiquant « Poste de transformation haute tension - STRD GNV - Danger de mort ».

Par courriel du 25 février 2026, l'exploitant a transmis les bordereaux de suivi de déchets suivants :

- BSD n° 11211332-A-FER-6 du 10 novembre 2021 - pour l'évacuation d'une benne de « Ferraille E1 » de 30m<sup>3</sup> pour une quantité de 0,68 tonnes (pour 30 tonnes estimées) ;
- BSD n°11211534-A-FER-1 du 10 novembre 2021 - pour l'évacuation d'une benne de « Ferraille E1 » de 7 m<sup>3</sup> pour une quantité de 2,86 tonnes (pour 7 tonnes estimées) ;
- BSD n° 11212745 - HUILE USAGÉE 3082-15 du 18 novembre 2021 - pour l'évacuation d'un fût d'« huile usagé (lubrifiant) » de 200 litres pour un poids de 0,256 tonne (pour 0,2 tonne estimée) ;
- BSD n° 11212746 - HUILE USAGÉE 3082-60 du 18 novembre 2011 - pour l'évacuation d'un bidon d'« huile usagée » de 30 litres pour une quantité de 0,112 tonne (pour 0,03 tonne estimée) ;
- BSD n° 11212576 - SOLVANT NON CHLORE 1263-15 du 18 novembre 2021 - pour l'évacuation d'un fût de « solvant non chloré 1263 » de 200 litres pour une quantité de 0,138 tonnes (pour 0,2 tonne estimée) ;

#### **OBSERVATION**

Les bordereaux BSD n° 11211332-A-FER-6 et BSD n° 11212746 - HUILE USAGÉE 3082-60 montrent des différences importantes entre la quantité estimée et la quantité réelle présentée sur le site de réception.

Le BSD n° 11212746 - HUILE USAGÉE 3082-60, indique un poids de 0,112 tonne dans un contenant de 30 litres, soit une densité des huiles usagées de 3 000 kg/m<sup>3</sup>, alors que la densité moyenne des huiles est située entre 850 et 950 kg/m<sup>3</sup>.

L'avis de retrait d'ouvrage n°VK3-2150025-CH01-ART001 du 20 septembre 2021 de GRDF atteste que l'ouvrage est mis hors gaz combustible et hors pression, et est séparé physiquement des autres ouvrages en exploitation. L'avis indique également que l'ouvrage se trouve en air à l'atmosphère avec obturation des extrémités de chaque tronçon.

#### **OBSERVATION**

L'exploitant n'a pas fourni d'élément précisant si cet ouvrage enterré (ancienne canalisation de gaz) est toujours présent sur le site ou non.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifiera que les deux locaux qui n'ont pu être visités sont vides.

L'exploitant expliquera :

- les différences importantes entre les quantités estimées et les poids réels pour les BSD n° 11211332-A-FER-6 et BSD n° 11212746 - HUILE USAGÉE 3082-60,
- le poids anormalement important des déchets de 30 litres d'huile usagée mentionné sur le BSD n° 11212746 - HUILE USAGÉE 3082-60.

L'exploitant fournira les éléments justifiant du retrait de l'ancienne canalisation de gaz enterrée. Si la canalisation n'a pas été retirée, l'exploitant fournira un plan de récolement précisant son implantation. Ce plan devra être communiqué au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains conformément à l'article R. 512-39-2.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Risque d'incendie et d'explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-75-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> [...] <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> [...]
<b>Constats :</b>  L'avis de retrait d'ouvrage n°VK3-2150025-CH01-ART001 du 20 septembre 2021 de GRDF atteste que l'ouvrage est mis hors gaz combustible et hors pression, et est séparé physiquement des autres ouvrages en exploitation.  <b>OBSERVATION</b> L'impossibilité d'accéder à deux locaux, dont un avec la présence sur la porte d'une plaque portant la mention « Poste de transformation haute tension - STRD GNV - Danger de mort », ne permet pas à l'inspection de s'assurer qu'il n'existe plus de danger d'incendie ou d'explosion, notamment dû à la présence potentielle d'électricité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-75-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la</p>

cessation d'activité, les mesures suivantes :

[...]

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.  
[...]

#### **Constats :**

L'activité sur le périmètre du site était le remplissage de réservoirs de gaz naturel ou biogaz, sous pression. Cette activité n'est pas de nature à entraîner une pollution des sols.

Cependant, les bordereaux transmis par l'exploitant montrent qu'il y a eu sur le site la présence de produits classés dangereux (notamment des huiles usagées et des solvants non chlorés).

De plus, il y avait sur le périmètre de l'installation un ou deux transformateurs. L'exploitant n'a transmis aucun élément quant à la qualité et la quantité des huiles diélectriques pouvant être présentes dans ceux-ci (présence de PCB ou non).

Conformément à l'article R. 512-39-3, l'exploitant transmettra un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés.

Ce mémoire devra apporter les éléments justifiant la nécessité de mettre en place ou non la surveillance des effets de l'installation sur son environnement en tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois